



**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES DU
CALVADOS**

**Réaménagement de l'Aile C R+3
du bâtiment Gambetta**

**Centre des Finances Publiques
6 Place Gambetta – 14 CAEN**

**- Cahier des Clauses Techniques Particulières -
LOT 01 - DESAMIANPAGE CURAGE
PHASE DCE**

Maître D'Ouvrage :



DDFIP du Calvados
7 Boulevard Bertrand
14000 Caen

Maître d'œuvre :



CONSTRUCTIF
ZAC Porte de la Suisse Normande - 7 Allée de Cindais
14320 Saint André sur Orne
Tél : 02 31 54 09 79 – contact@constructif.net

FONCTION	NOM	SIGNATURE/DATE
REDACTEUR	S. ALLAIRE	24/07/2025

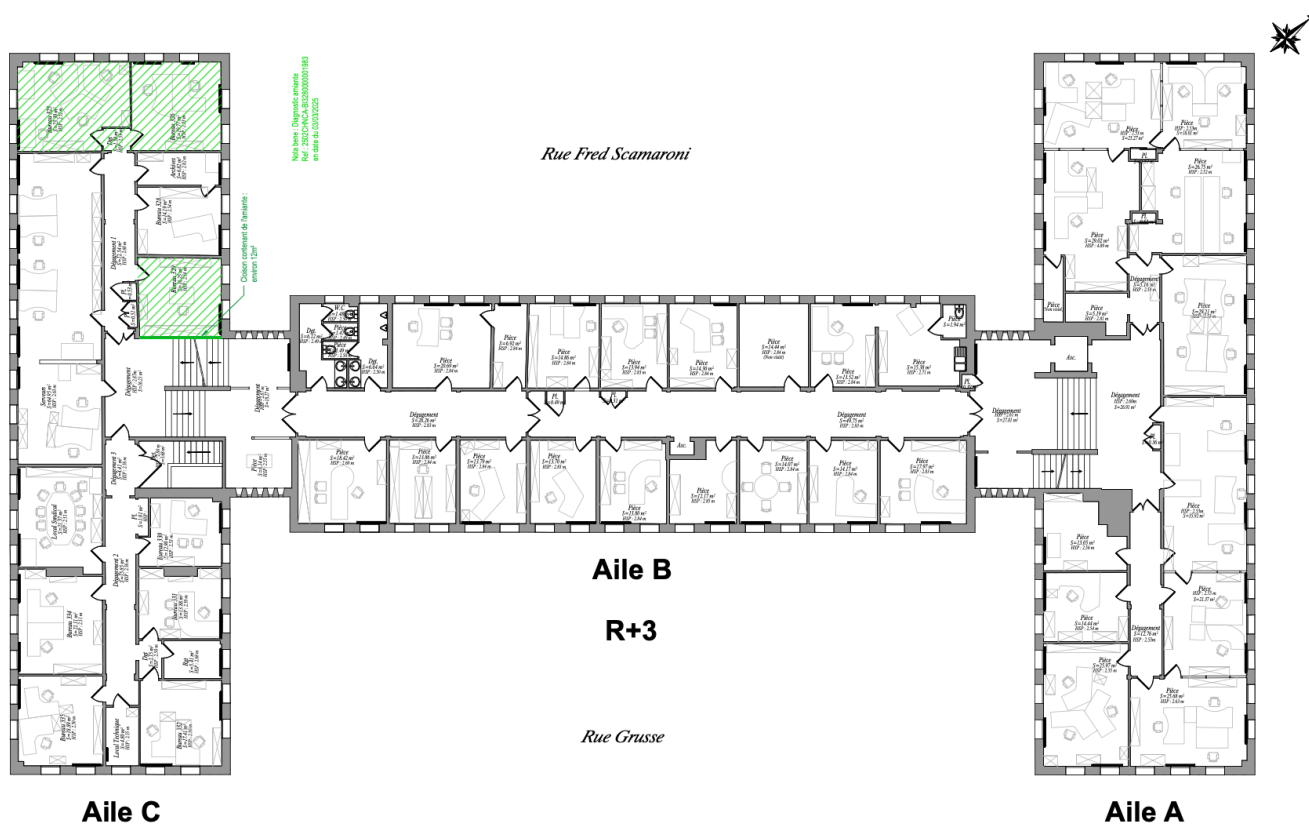
Révision	Date	Nature de la révision
0	24/07/2025	Création du document

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 2/16

SOMMAIRE

1	DESAMANTAGE CURAGE	3
1.1	OBJET	3
2	GENERALITES	5
2.1	Sécurité générale	5
2.2	Sécurité amiante	6
2.3	Clôture de chantier	6
2.4	Base vie.....	6
2.5	Enlèvement des gravats et nettoyage de chantier.....	6
2.6	Gestion des clés d'accès aux zones de travaux	7
2.7	Cadre réglementaire des travaux de désamiantage - Qualification entreprise.....	7
2.8	Vols et dégradations	8
2.9	Nuisances sonores	8
2.10	CONSTAT D'HUISSIER	8
2.11	Branchements de chantier	9
2.12	Reconnaissance des lieux et des ouvrages	9
2.13	Travaux modificatifs	9
2.14	Réunions de chantier.....	9
2.14.1	Réunions Hebdomadaires de chantier	9
2.14.2	Contrôle et points d'arrêt.....	10
3	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	11
3.1	Installation chantier - Evacuation des gravats - Nettoyages	11
3.2	Désamiantage.....	11
3.2.1.	Plan de retrait.....	11
3.2.2.	Travaux préparatoires	12
3.2.3.	Analyse de risques et métrologies.....	12
3.2.3.	Travaux de désamiantage	13
3.2.4.	Gestion des déchets.....	14
3.2.5	Restitution des zones – contrôles.....	15
3.2.6.	Remise de documents.....	15
3.3	Curage.....	15
3.3.1.	Curage.....	15

Plan de localisation de la zone concerné : (Source maitre d'ouvrage)



Données génériques :

Adresse et nom du bâtiment	Secteur du bâtiment	Surface (m²)	Informations complémentaires
6 Place Gambetta 14000 Caen	Aile C – R+3 Zone Hachurée en Vert	Environ 330 m²	Locaux occupés dans l'aile C

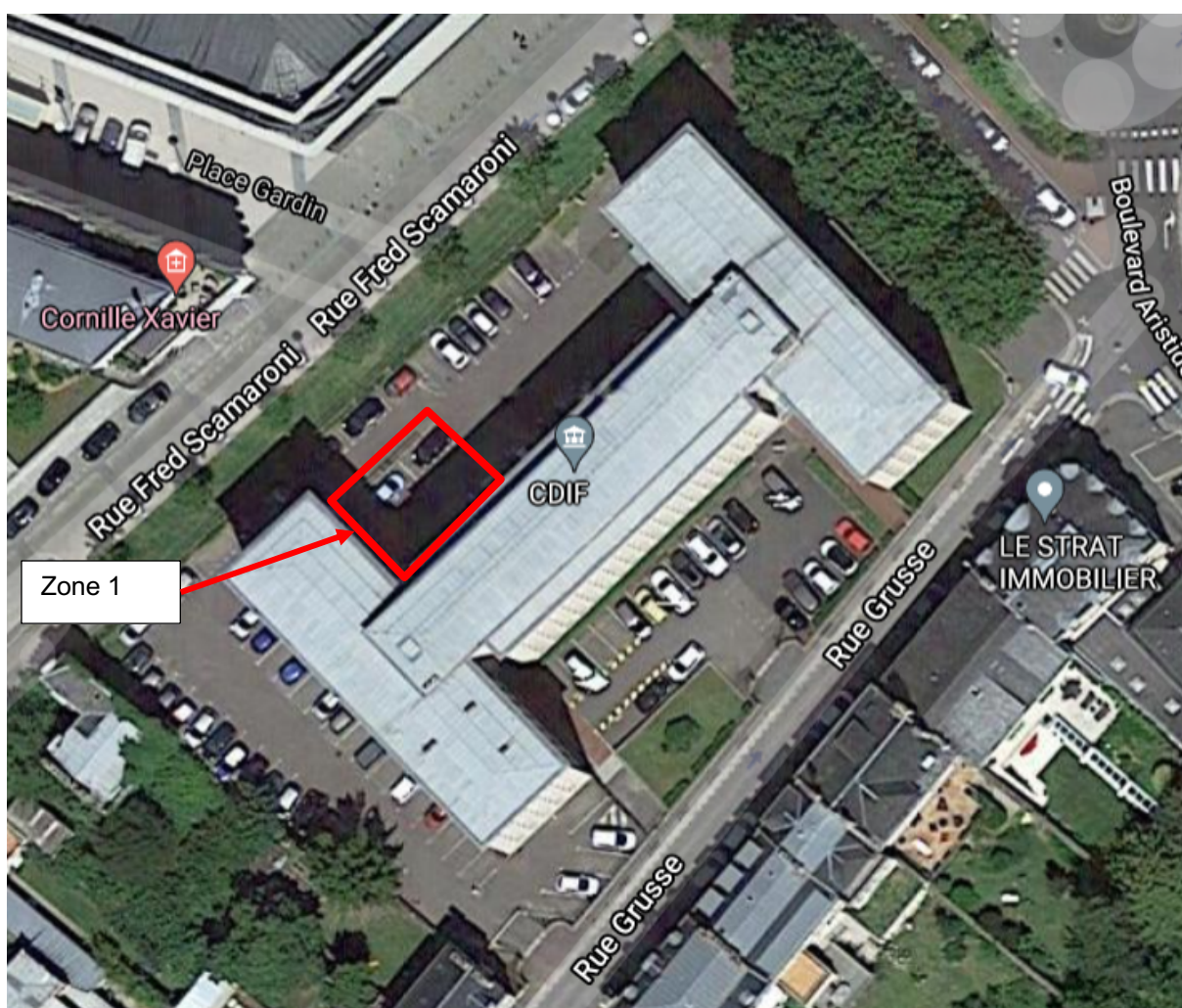
2 GÉNÉRALITÉS

2.1 SÉCURITÉ GÉNÉRALE

Le bâtiment est occupé dans sa globalité. La zone concernée par les travaux (Aile C) ne sera pas en exploitation.

De ce fait :

- L'aménagement des zones de stockage et les modalités d'évacuation des gravats et matériels, dans le cadre des installations de chantier, devront avoir reçu l'accord du Maître d'Ouvrage.
- Les accès véhicules se feront par l'entrée principale (Rue Fred Scamaroni)
- Le stationnement des véhicules de chantier ou des personnels des entreprises ainsi que la zone de stockage est autorisée dans l'enceinte du site sur les emplacements de parking selon le plan ci-dessous.



Le titulaire du présent marché doit l'installation d'une base vie dans une des zones indiquées ci-dessus.

Les modalités d'accès au bâtiment seront définies sur le plan d'installation de chantier qui sera validé par le représentant du maître d'œuvre.

Le personnel des entreprises devra, à tout moment, être parfaitement identifiable (badge, carte professionnelle, vêtements) sous réserve de refoulement.

2.2 SÉCURITÉ AMIANTE

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux établi par SOCOTEC fait état de présence d'amiante, notamment dans des enduits de murs / Dalle de sol et colle.

Rapport 2502CHNCA - BI3280000001983 du 03/03/2025.

Extrait de la conclusion du rapport de repérage amiante avant travaux :

II. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Localisation	Matériau ou produit
3ème étage Aile C - Bureau 329; 3ème Aile C - Bureau 326; 3ème Aile C - Bureau 325; 3ème Aile C - Dgt 2 (Sol)	Dalle de sol Beige+Colle noire (Recouvert revêtement récent)
3ème étage Aile C - Bureau 329 (Mur D)	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché+Peinture
3ème étage Aile C - Bureau 329; 3ème étage Aile C - Bureau 326; 3ème étage Aile C - Bureau 325; 3ème étage Aile C - Dgt 2 (Sol)	Colle bitumineuse+Chappe

2.3 CLÔTURE DE CHANTIER

Les différentes clôtures de chantier pour protéger les zones réservées au stockage des matériaux à évacuer sont à la charge du titulaire. Elles seront réalisées à l'aide de treillis standard.

2.4 BASE VIE

La base vie sera constituée pendant toute la durée du chantier des éléments suivants :

- Les sanitaires,
- Les vestiaires,
- Le réfectoire.

Préalablement à l'occupation de la base vie, il sera fait un état des lieux contradictoire avec le Maître d'Ouvrage pour consigner l'état des environnants.

Il appartiendra au titulaire d'assurer l'aménagement nécessaire (casiers vestiaires, tables, chaises, équipements de cuisine, équipements sanitaires, etc...) au regard des effectifs et le maintien régulier en état de propreté de ces locaux.

L'entreprise devra se conformer aux recommandations de l'OPPBTP concernant les prescriptions sanitaires.

2.5 ENLÈVEMENT DES GRAVATS ET NETTOYAGE DE CHANTIER

Les gravats et déchets seront triés selon leur nature et stockés dans des bennes permettant le tri. L'enlèvement de tous les gravats et matériels provenant de déposes ou de démolitions se fera, par sacs étanches, jusqu'aux bennes en attente mises en place à proximité de la zone de stockage. La mise en place des bennes est à la charge du titulaire.

La zone de stockage sera située sur l'aire de déchets dans les espaces dédiés (cf article 2.1).

L'enlèvement des déchets, emballages, chutes de matériaux se fera, par sacs étanches, jusqu'aux bennes en attente mises en place dans la zone de stockage.

L'ensemble des frais de mise en place et d'enlèvement de toutes les bennes nécessaires pendant la totalité du chantier est à la charge du titulaire.

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 7/16

Le nettoyage de chantier et des circuits d'évacuation des gravats se fera jusqu'à la benne de chantier. Cette prestation est à la charge du titulaire.

Le nettoyage final de chantier est à la charge du titulaire.

2.6 GESTION DES CLÉS D'ACCÈS AUX ZONES DE TRAVAUX

La clé et badge des locaux est à disposition auprès du maitre d'ouvrage, les ouvriers devront être identifiable sur site (tenue de travail et identification entreprise) et muni de leur carte professionnelle.

Il sera délivré un seul badge par entreprise pour la durée du chantier. La zone de travaux devra être en permanence fermée pour interdire tout passage.

2.7 CADRE RÉGLEMENTAIRE DES TRAVAUX DE DÉSAMANTAGE - QUALIFICATION ENTREPRISE

L'entreprise devra respecter les lois, décrets, arrêtés, règlements, normes et documents techniques en vigueur qui régissent ces travaux, notamment, et sans que cette liste soit limitative, ni exhaustive :

- NF X46-010 d'août 2012 – Travaux de traitement de l'amiante – Référentiel technique pour la certification des entreprises – Exigences générales,
- NF X46-011 de décembre 2014 - Travaux de traitement de l'amiante – Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises,
- NF X46-020 d'Août 2017 – Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis,
- NF EN ISO 16000-70 de septembre 2007 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibre d'amiante en suspension dans l'air,
- Guide d'application GA X46-033 de la norme NF ISO 16000-7,
- NF X43-050 de janvier 1996 – Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission,
- GUIDE INRS ED6091 – décembre 2012 – Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante,
- GUIDE INRS ED6028 – mars 2013 – Exposition à l'amiante lors du traitement de déchets,
- Protocole, résultats et perspectives réglementaires de la campagne de prélèvements et de mesure en META des fibres d'amiante en milieu professionnel,
- Code de la Santé Publique (art. L1334-12-1, R1334-14, R1334-19, R1334-22 à R1334-24, R1334-25, R1334-29-3...),
- Code du Travail (art. R4412-94 à R4412-148 : Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 modifié par le décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013, art R4412-70, R4412-121 à R4412-123...),
- Code de l'Environnement,
- Code des Transports,
- Règlementation ADR,
- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante,
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant les travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant,
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, - Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 8/16

de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement, ainsi qu'au contenu du rapport de repérage,

- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets amiante,
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante (modifié par l'arrêté du 20 avril 2015),
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis,
- Instruction DGT 2011/10 du 23 novembre 2011.
- Conformément aux articles R4412-129 à R4412-131 du Code du Travail et à l'arrêté du 14 décembre 2012, l'entreprise devra justifier d'une certification correspondant aux travaux prévus.
- Elle devra également justifier de la formation adéquate de ses salariés (art R4412-87 et R4412- 117 du Code du travail).

L'entreprise ou son groupement doit présenter la ou les Qualifications requises, spécifiques à la nature des prestations réalisées ou sous traitées. L'entreprise ou son groupement doit notamment pouvoir présenter les certificats de qualifications suivants :

- QUALIBAT 1111 « Démolition technicité courante » ou tout moyen de preuve équivalent
- QUALIBAT 1552 « Traitement de l'amiante » ou certification AFNOR/ GLOBAL Equivalente relative au retrait de produits amiantés, comportant à minima le(s) secteur(s) d'activité(s) suivants :
 - o Ouvrages extérieurs de bâtiment
 - o Ouvrages intérieurs de bâtiment

En cas de retrait provisoire de cette qualification l'entreprise sera uniquement autorisée à achever les travaux de retrait (comprenant les opérations de nettoyage, évacuation des déchets etc) en cours, et se verra obligée de sous-traiter la réalisation des prestations restantes à une autre société qualifiée sans aucune possibilité d'allongement de délai de chantier ou de contrepartie financière.

2.8 VOLS ET DÉGRADATIONS

Les entreprises sont entièrement responsables de leurs travaux jusqu'à la réception par le Maître d'Ouvrage, qu'il s'agisse de vols, détournements, dégradations ou détériorations.

2.9 NUISANCES SONORES

Les travaux particulièrement bruyants devront être réalisés dans une plage horaire comprise entre 7h30 h /9h00 ou 16h30 / 19h00 ou après accord spécifique du Maître d'Ouvrage au regard des conditions d'intervention (horaire, durée, continuité, etc...).

En cas de mise en place d'extracteur fonctionnant de manière permanente, des protections acoustiques afin de limiter les nuisances sonores pour les utilisateurs devront être prévus.

En cas d'organisation de concours, le chantier sera suspendu à la demande du Maître d'ouvrage. L'utilisation d'appareils diffusant de la musique dans la zone chantier est interdite.

2.10 CONSTAT D'HUISSIER

La réalisation avant le début des travaux d'un constat d'huissier des zones de chantier et de leurs abords est à la charge du titulaire. Le constat résulte d'une visite commune du représentant de l'entreprise, du représentant du Maître d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre. L'établissement du constat est à la charge du titulaire.

En fin des travaux de chacun des zones consignées sur les plans, il sera réalisé un deuxième constat. En cas de constat de dégradations, les travaux de réparation seront à la charge exclusive du titulaire.

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 9/16

2.11 BRANCHEMENTS DE CHANTIER

Les raccordements électriques de la base vie et de l'armoire de chantier nécessaire aux travaux de curage et désamiantage se feront sur le tableau général.

Les branchements en eau froide et assainissement de la base vie et l'arrivée EF nécessaire aux travaux de curage et désamiantage se feront sur les réseaux existants dans le bâtiment au point défini par le maître d'ouvrage.

2.12 RECONNAISSANCE DES LIEUX ET DES OUVRAGES

Préalablement à la remise de son offre, l'entreprise aura effectuer une visite des lieux, afin d'apprécier l'étendue des travaux et d'identifier les éventuelles difficultés d'exécution.

Les visites sont organisées par la Maitrise d'œuvre et se feront en présence de la Maitrise d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Une attestation de visite sera délivrée par la maîtrise d'œuvre à l'issue de la visite.

Toute offre ne présentant pas d'attestation sera écartée.

L'entreprise sera réputée avoir pris connaissance, notamment :

- Des conditions d'accès au site et au bâtiment,
- Des conditions d'implantation de ses installations,
- De la possibilité de stationnement et circulation des camions et engins,
- De la possibilité d'installation d'une zone de stockage,
- Des interdictions de nuisances vis-à-vis des avoisinants,
- De la localisation des matériaux à déposer contenant de l'amiante, Et de toutes sujétions afférentes à son activité.

Par le fait de soumissionner, l'entreprise, après s'être rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'elle a suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Aucune réclamation concernant les quantités ne pourra être prise en compte après la remise de l'offre. Toute précision complémentaire devra donc être faite par l'entreprise à l'appui de son offre de prix global et forfaitaire.

D'une manière générale, il est précisé que l'entreprise fera son affaire de tous les contrôles et reconnaissances préalables à leurs interventions de l'état des ouvrages existants.

Le fait d'entreprendre ses ouvrages implique l'acceptation des ouvrages mis à disposition.

2.13 TRAVAUX MODIFICATIFS

Dans le cas où il serait demandé en cours de chantier de chiffrer des éventuels travaux modificatifs (en supplément ou en suppression), l'entreprise devra soumettre son devis à l'approbation du Maître d'ouvrage avant toute exécution.

Ce devis reprendra, obligatoirement, les prix unitaires connus dans la D.P.G.F. inhérentes à ses installations de chantier.

2.14 RÉUNIONS DE CHANTIER

2.14.1 RÉUNIONS HEBDOMADAIRES DE CHANTIER

L'entreprise est informée qu'une réunion hebdomadaire de chantier sera organisée dans le bureau de l'entreprise affecté à cet usage. Cette périodicité est définie à ce jour et pourra être révisée à tout instant par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre sans que l'entreprise ne puisse se prévaloir de quelque compensation que ce soit.

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 10/16

L'entreprise doit être représentée lors de cette réunion par :

- Le responsable de l'entreprise ayant autorité pour engager toutes les actions nécessaires au parfait accomplissement du chantier.
- Le responsable des travaux effectivement présent sur le site

2.14.2 CONTRÔLE ET POINTS D'ARRÊT

Les visites de chantier pour la réalisation des contrôles de points d'arrêt sont planifiées en début de chantier selon le planning prévisionnel d'exécution de l'entreprise. Le Point d'Arrêt est réalisé en présence du maître d'œuvre, qui le valide. La réalisation de contre-visites supplémentaires éventuelles, du fait de manquement de l'entreprise de travaux ou de décalages dans le planning prévisionnel, est organisée lors de la réunion de chantier hebdomadaire suivante, sans que l'entreprise puisse réclamer d'indemnités pour les retards occasionnés.

Les prestations du présent marché sont assujetties à la levée de différents points d'arrêt :

- **Le contrôle des dispositifs de protection collective (calfeutrements, confinements dynamiques, ...) nécessaires au désamiantage : sa levée permet au titulaire de débiter les travaux de désamiantage.**

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 11/16

3 CONSISTANCE DES TRAVAUX

L'entreprise aura à sa charge :

- La réalisation d'un panneau de chantier
- Sa propre installation de chantier et balisage, sa maintenance pendant la durée des travaux
- Ses installations de confinement
- La démolition des cloisons / faux plafonds et leur évacuation en décharge (cf plan de curage)
- Le retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante (cf rapports de repérage amiante)
- Ses échafaudages, moyens de levage, moyens de transport nécessaires à la réalisation de ses ouvrages
- Ses équipements de protection individuelle
- Ses équipements de protection collective
- Tous les frais de métrologie
- Le nettoyage nécessaire
- Le démontage, démolition, repliement évacuation de toutes ses installations, matériels, ...
- Tous les frais administratifs liés à ses travaux (d'une manière générale tous les frais et taxes nécessaires à la réalisation complète de ses travaux)
- Sa plate-forme de stockage et de tri des déchets
- La gestion (emballage, conditionnement) et le transport des déchets amiantés vers la ou les installations de stockage de déchets (si plusieurs classes de déchets) quelles que soient leurs localisations géographiques et quelles que soient leurs catégories.
- (Liste non exhaustive)

3.1 INSTALLATION CHANTIER - EVACUATION DES GRAVATS - NETTOYAGES

Les travaux à réaliser comprendront :

- La fourniture, la pose et l'entretien d'une base vie selon l'article 2.4 ci-avant,
- Le constat d'huissier avant travaux
- Les raccordements aux réseaux de plomberie et de courants forts des équipements mis en œuvre dans le cadre de l'aménagement de la base vie selon l'article 2.11 ci- avant,
- L'évacuation des gravats, des objets de déposes et des démolitions avec fourniture des bennes, évacuation par sacs étanches du chantier jusqu'aux bennes et enlèvement jusqu'aux décharges selon l'article 2.5 ci-avant,
- Le nettoyage régulier des zones de travaux, des abords du chantier, des circuits d'évacuation des gravats et des zones de stockage des gravats selon l'article 2.5 ci- avant,
- Le nettoyage général du chantier avant les opérations de réception.

3.2 DÉSAMIANTAGE

3.2.1. PLAN DE RETRAIT

Les travaux à réaliser comprendront :

- La remise d'un plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante, dans la semaine suivant la réception de l'ordre de service de la phase de préparation, comportant, à minima :
 - Coordonnées administratives des différents intervenants, notamment son responsable de chantier et opérateurs,
 - Adresse du chantier,
 - Les matériaux amiantés (nature, quantités, localisation) objet du retrait,
 - L'installation de chantier,
 - Les méthodes et caractéristiques des outillages prévus (processus, notices de poste...),
 - Le programme de mesures d'empoussièrement,
 - Les procédures de décontamination,
 - Et toute information réglementairement obligatoire.

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 12/16

Le plan de retrait sera transmis sous quinze jours après notification du marché à l'inspecteur du travail et à l'organisme de prévention de la sécurité sociale territorialement compétents (art. R4412-137 du Code du Travail), à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, et à toute autre autorité compétente en conformité avec la réglementation en vigueur. Il sera également transmis au Maître d'Ouvrage (y compris les éventuelles modifications).

Si ces derniers formulent des observations, l'entreprise devra en tenir compte et mettre à jour le plan de retrait en conséquence, sans prétendre à rémunération supplémentaire. De même aucun chantier test éventuel ne sera à la charge du Maître d'Ouvrage.

Il sera également transmis au Maître d'Ouvrage (y compris les éventuelles modifications).
Le Plan de retrait sera tenu à disposition sur le chantier.

3.2.2. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les travaux à réaliser comprendront :

- La réalisation d'un panneau de chantier extérieur (au format A0). La maquette sera à valider avec la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage.
- L'installation de chantier spécifique aux prestations de désamiantage et balisage, sa maintenance pendant la durée des travaux,
- Les installations de confinement et structures associées (sas, zone de récupération vestiaire, etc...),
- L'éclairage des zones de travail,
- Les échafaudages, moyens de levage, moyens de transport nécessaires à la réalisation de ses ouvrages,
- Les équipements de protection individuelle et collective (appareils de mise en pression et dépression, appareils de contrôle, traitement de l'air, groupes électrogènes, signalétique, toute sujétion relative à la sécurité et/ou l'hygiène des opérateurs sur le chantier (prise en compte des autres risques : chute, manutention, circulation, etc...),
- **Tous les frais de métrologie, (Une attention particulière sera à prévoir du fait que le site soit en exploitation).**
- Le démontage, démolition, repliement évacuation de toutes ses installations, matériels, etc...
- Tous les frais administratifs liés à ses travaux (d'une manière générale tous les frais et taxes nécessaires à la réalisation complète de ses travaux).

3.2.3. ANALYSE DE RISQUES ET MÉTROLOGIES

L'entreprise est réputée intégrer toutes les préconisations imposées par la réglementation en matière de désamiantage et notamment le Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et les arrêtés du 7 mars 2013 sur les EPI et du 8 avril 2013 sur les EPC.

Il sera demandé à l'entreprise de réaliser des mesures d'empoussièrement en zones et aux postes de travail aux différents moments des travaux, pour vérifier l'empoussièrement réel autour des opérateurs en phase de retrait, dans le respect de l'arrêté du 14 août 2012 et du guide d'application GA X 46-033.

Le guide GA X46-033 : Les dispositions incluses dans ce guide, publié en Août 2012, sont réputées assimilées et incluses dans l'offre de l'entreprise.

Valeur Limite d'Exposition Professionnelle Il sera demandé sur chantier de respecter le seuil de Valeur Limite d'Exposition Professionnelle VLEP=10 F/L sur 8 heures, conformément à l'article R4412-100 du code du travail.

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 13/16

NIVEAU D'INTERVENTION POUR LES MOYENS DE PROTECTION COLLECTIFS	NIVEAU D'EMPOUSSIÈREMENT (selon arrêté du 29/05/2015)
NIVEAU 1	> 5 F/L & < 100 F/L
NIVEAU 2	> 100 F/L & < 6000 F/L
NIVEAU 3	> 6000 F/L & < 25000 F/L

L'entreprise pourra baser son analyse des risques sur ses propres retours d'expérience (sur un même matériau, avec des processus identiques) si elle dispose d'au moins :

- Un retour d'expérience de chantier TEST
- Un retour d'expérience avec 3 chantiers de validations

L'analyse des risques du titulaire se fera conformément à l'article R4412-97 à R4412-99 du Code du Travail
Rappel : conformément à l'Article 6 de l'arrêté du 14 août 2012, la sensibilité analytique des mesures est à minima le dixième de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) fixée à l'article R. 4412- 100. À défaut de ces résultats, l'analyse des risques de l'entreprise devra être basée sur les résultats de la campagne META ou base SCOLA, avec réalisation de chantiers tests sur chantier

3.2.3. TRAVAUX DE DÉSAMANTAGE

Les travaux à réaliser comprendront :

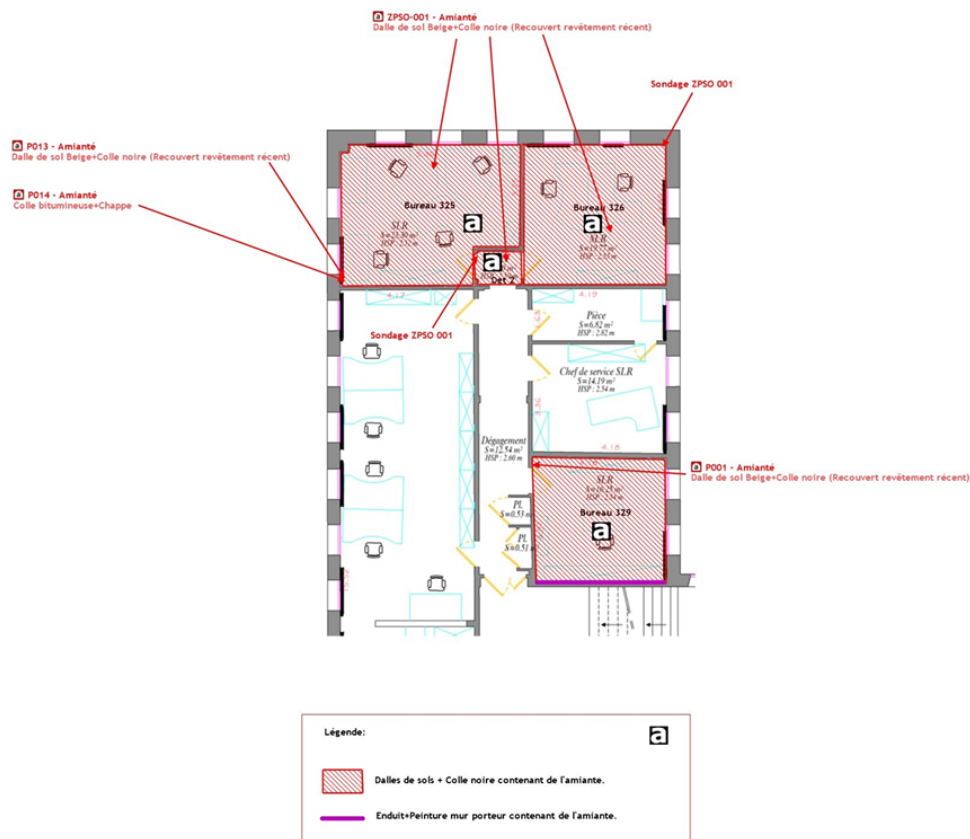
- Le repérage sur chantier des MCA prévus dans le périmètre des travaux (marquage à la charge de l'entreprise)
- La dépose des MCA suivants (extrait du rapport de SOCOTEC) :

1. LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

N° Composant*1	Localisation	Parties d'ouvrages ou composants de la construction inspectées	Descriptif	N° Prélèvement (et localisation)	Conclusion (justification)	Quantité*2
ZPSO-001	3ème étage Aile C - Bureau 329; 3ème étage Aile C - Bureau 326; 3ème étage Aile C - Bureau 325; 3ème étage Aile C - Dgt 2 (Sol)	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols - Dalle de sol Beige+Colle noire	Dalle de sol Beige+Colle noire (Recouvert revêtement récent)	P001 (3ème étage Aile C - Bureau 329 - Sol) P013 (3ème étage Aile C - Bureau 325 - Sol)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Environ 61 m2
ZPSO-007	3ème étage - Bureau 329 (Mur D)	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés - Enduit à base de plâtre lissé ou taloché+Peinture	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché+Peinture	P008 (3ème étage Aile C - Bureau 329 - Mur D)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Environ 12 m2
ZPSO-011	3ème étage Aile C - Bureau 329; 3ème étage Aile C - Bureau 326; 3ème étage Aile C - Bureau 325; 3ème étage Aile C - Dgt 2 (Sol)	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols - Colle bitumineuse+Chappe	Colle bitumineuse+Chappe	P014 (3ème étage Aile C - Bureau 325 - Sol)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Environ 61 m2

*1 : N° Composant = N° ZPSO (Zone Présentant des Similitudes d'Ouvrage)

*2 : La quantité indiquée est une estimation et ne peut constituer à elle seule une base de travail pour l'intervention et/ou le retrait du composant. La valeur de la quantité est exprimée selon l'accord avec le donneur d'ordre au préalable (par unité, par surface, par linéaire, par masse ou par volume). En l'absence d'indication du donneur d'ordre, la valeur sera déterminée au choix de l'opérateur de repérage.



La dépose des matériaux concernés devra inclure toutes les dispositions nécessaires au respect de la réglementation en vigueur et notamment respecter les principes de limitation maximum de formation de poussières par toute technique appropriée.

3.2.4. GESTION DES DÉCHETS

Les travaux à réaliser comprendront :

- La plateforme de stockage et de tri des déchets,
- La gestion (emballage, conditionnement) et le transport des déchets amiantés vers la ou les installations de stockage de déchets (si plusieurs classes de déchets) quelles que soient leurs localisations géographiques et quelles que soient leurs catégories.

L'entreprise procédera à l'emballage, conditionnement des déchets de matériaux amiantés objet des travaux, mais également de tous matériaux connexes déposés ou démontés pour faciliter le retrait, et tous déchets d'activité de l'entreprise (matériaux, matériels, équipements contaminés jetables...).

Ces déchets devront être conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils seront ramassés au fur et à mesure de leur production, étiquetés, conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, stockés dans une zone dédiée elle-même fermée, puis transportés vers une installation de stockage de déchets dangereux (dont l'entreprise aura, dès avant le commencement des travaux, obtenu le Certificat d'Acceptation Préalable spécifique au chantier).

L'entreprise établira au fur et à mesure de leur production les Bordereaux de Suivi de Déchets Amiantés correspondants (CERFA 11861.03), soumis au Maître d'Ouvrage, assurant ainsi la traçabilité de ses déchets, tous les nettoyages nécessaires.

DDFIP du Calvados Réaménagement de l'Aile C R+3 du bâtiment Gambetta 6 Place Gambetta – 14 CAEN	Lot 01 Curage / Désamiantage	
	Ind. 0	Page 15/16

3.2.5 RESTITUTION DES ZONES – CONTRÔLES

Les travaux à réaliser, après validation externe des zones désamiantées, comprendront notamment :

- Les résultats des mesures d'empoussièrement de première restitution,
- La dépose du (ou des) confinement,
- Le nettoyage fin des zones,
- Le démontage et repliement de tout son matériel, de tous ses équipements et signalétique spécifiques,
- L'évacuation des déchets de chantier (amiantés et /ou contaminés).

Le Maître d'Ouvrage fera procéder à :

- Une validation après retrait des matériaux contenant de l'amiante, par un tiers indépendant (en cas d'avis défavorable l'entreprise devra reprendre à ses frais les mesures nécessaires à lever les réserves émises, et ce autant de fois que nécessaire après nouveau contrôle, jusqu'à obtention d'un avis favorable),
- Une mesure de restitution de chantier avant intervention d'entreprises ultérieures.

3.2.6. REMISE DE DOCUMENTS

L'entreprise devra fournir :

- A l'appui de son offre, son mode opératoire pour l'exécution des travaux de retrait des matériaux concernés sur le projet, un planning de désamiantage
- 30 jours avant démarrage des travaux, une copie du plan de retrait et ses annexes, ainsi que l'avis des organismes concernés, plan de prévention,
- En cours de travaux, les bordereaux de suivi et de mise en installation de stockage de déchets dangereux, (y compris mise à disposition sur chantier de son registre comportant tous les documents s'y rapportant),
- Après travaux, un rapport de fin de travaux comportant le plan de retrait et ses annexes, le certificat d'acceptation préalable, les fiches d'autocontrôle, les rapports du contrôleur visuel, les résultats de mesures d'empoussièrement des différentes phases (initiale, surveillance en phase travaux, 1ère restitution), les plans de localisation de l'amiante mis à jour, BSDD, tout autre pièce éventuelle).

Le Rapport sera également fourni sur support dématérialisé, lisible sous logiciel de type Open Office ou PDF.

3.3 CURAGE

3.3.1. CURAGE

Les travaux à réaliser comprendront :

- La dépose des faux plafonds suspendus (compris ossature et fixations)
- Les chemins de câbles, goulottes
- Les portes de distributions
- Les cloisons de distributions maçonnées et de type modulaire (compris éléments verriers)
- Les bâtis de portes
- Les plinthes carrelées
- Les revêtements de sol en PVC existant
- Évacuation des déchets vers la décharge adéquate

Attention : le réseau de distribution de chauffage ainsi que les radiateurs seront conservés
L'ensemble des équipements électriques seront déposés et consignés par le Lot Électricité.

Zone Parquets :

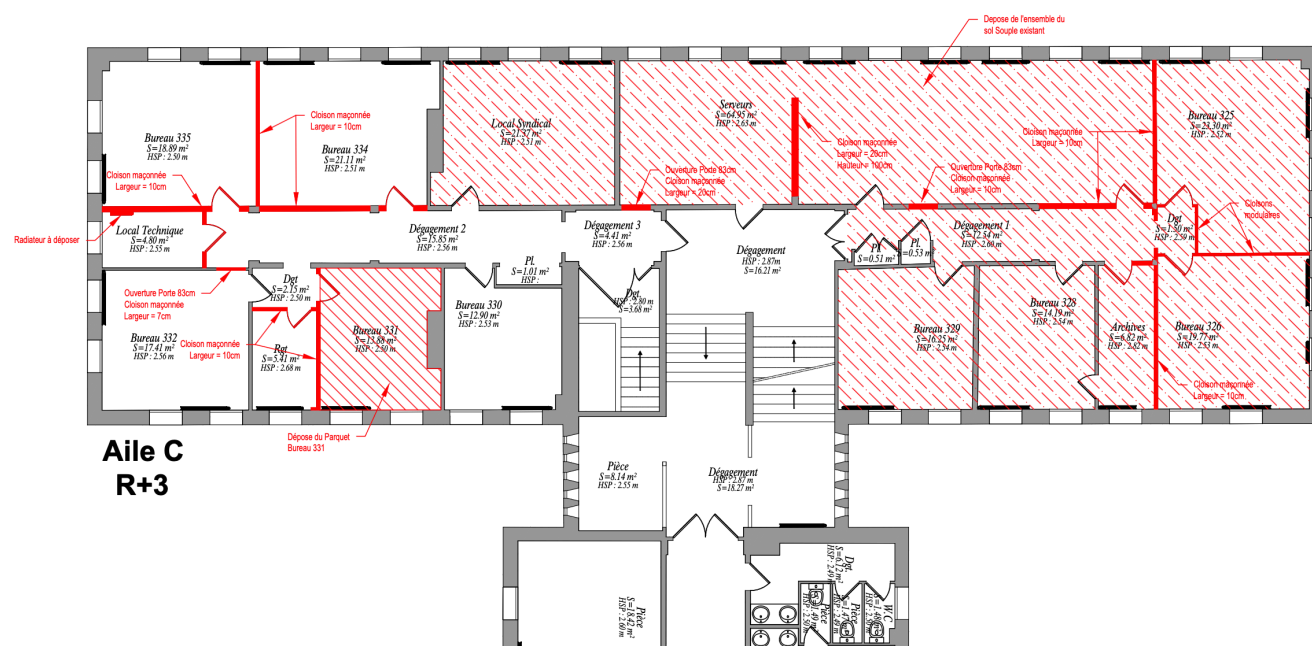
Une vigilance particulière devra être apportée lors de la dépose des cloisons maçonnées situées dans les zones où des parquets sont présents. Ces cloisons devront être intégralement démolies, y compris au

niveau des plinthes et des réservations éventuelles, afin de permettre ultérieurement la réalisation de greffons sur les parquets conservés, en vue de restituer une continuité esthétique et fonctionnelle des sols.

Dans les zones où les parquets ne sont pas conservés, ces derniers seront déposés avec précaution, de manière à en récupérer les lames réutilisables. Ces éléments pourront être transmis au Lot Menuiserie, en charge de la fourniture et de la mise en œuvre des greffons nécessaires dans les pièces où le parquet est maintenu.

Le présent lot devra, en amont de toute intervention, procéder à une reconnaissance précise des zones concernées, en coordination avec la maîtrise d'œuvre et les autres corps d'état impliqués, afin d'éviter toute dégradation non maîtrisée des surfaces conservées.

Localisations : Voir plan de curage



Fin du CCTP.